

d'unité naturelle pour additionner les valeurs des pommes et des oranges, sans parler d'entités aussi disparates que les armements, la spéculation financière et les soins de santé. Par conséquent, les économistes utilisent leurs prix de marché comme une approximation de leurs valeurs, en supposant que, dans un marché concurrentiel, les prix reflètent la valeur que les gens accordent aux pommes, aux oranges, aux armements, à la spéculation ou aux soins mutuels.

Grâce à cette hypothèse profondément problématique, selon laquelle le prix mesure la valeur relative, le PIB était assez facile à calculer. Alors que les États-Unis se remettaient de la dépression en augmentant la production et la consommation de biens matériels (en particulier d'armements pendant la Seconde Guerre mondiale), le PIB a connu une croissance rapide. La Banque mondiale et le FMI ont commencé à financer des programmes de développement dans les anciennes colonies du monde entier, évaluant leur succès presque exclusivement en termes de croissance du PIB.

Au fil du temps, les économistes se sont concentrés sur les subtilités de la comparaison du PIB dans le temps et dans différents pays, et sur la construction de modèles économiques complexes qui prédisaient et expliquaient les variations du PIB. Cela leur a fait perdre de vue les fondements fragiles de cet indicateur. Dans les écoles et universités, on étudiait rarement les hypothèses ayant servi à le construire et ce que ces hypothèses signifiaient pour la fiabilité des conclusions qui en découlaient. Au lieu de cela, l'objectif de l'analyse économique est devenu d'expliquer les variations de cette entité artificielle. Le PIB est devenu hégémonique dans le monde entier: on considérait comme une bonne politique économique celle qui faisait augmenter le plus le PIB.

En 1980, après une période de performances économiques apparemment médiocres – une stagflation, marquée par une croissance du PIB lente et une hausse des prix –, le président des États-Unis Ronald Reagan a pris ses fonctions en promettant d'accélérer l'économie. Il a déréglementé le secteur financier et réduit les impôts pour les plus riches, en faisant valoir que cela bénéficierait aussi, en cascade, aux moins fortunés. Bien que le PIB ait augmenté quelque peu (mais à un rythme nettement inférieur à celui des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale), les inégalités se sont rapidement accrues. Parfaitement conscients que les indicateurs chiffrés ont de l'importance, certains membres de l'administration auraient préconisé l'arrêt de la collecte de statistiques sur les inégalités de revenu: si les citoyens américains étaient dans l'ignorance du niveau élevé de ces inégalités, il n'y aurait probablement pas matière à s'inquiéter...

L'administration Reagan a également entrepris des actions sans précédent contre l'environnement, en délivrant des baux pour l'extraction de combustibles fossiles sur des millions d'hectares de terres publiques, par exemple. En 1995, j'ai rejoint l'équipe des Conseillers économiques du président Bill Clinton. Craignant que nos indicateurs ne tiennent pas suffisamment compte de l'épuisement des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement, nous avons travaillé avec le ministère du Commerce pour mettre au point une mesure d'un PIB «vert», qui prendrait en compte ces pertes. Mais lorsque les représentants au Congrès des États charbonniers ont eu vent de cela, ils ont menacé de nous couper les vivres si nous n'arrêtons pas nos travaux, ce que nous avons été contraints de faire.

Ces politiciens savaient que si les citoyens des États-Unis comprenaient à quel point le charbon était néfaste à l'économie de leur pays, *mesurée correctement*, alors ils chercheraient à

On considérait comme une bonne politique économique celle qui faisait augmenter le plus le PIB

éliminer les subventions cachées que reçoit l'industrie du charbon. Et ils pourraient même chercher à passer plus rapidement aux énergies renouvelables. Bien que nos efforts pour élargir nos indicateurs aient été contrariés, le fait que ces représentants étaient prêts à exercer autant de pressions politiques pour mettre fin à nos travaux m'a convaincu que nous étions sur la bonne voie. (Et cela signifiait également que lorsque, dix ans plus tard, Nicolas Sarkozy m'a approché pour me proposer de diriger une commission internationale chargée d'examiner de meilleures façons de mesurer «les performances économiques et le progrès social», j'ai sauté sur l'occasion.)

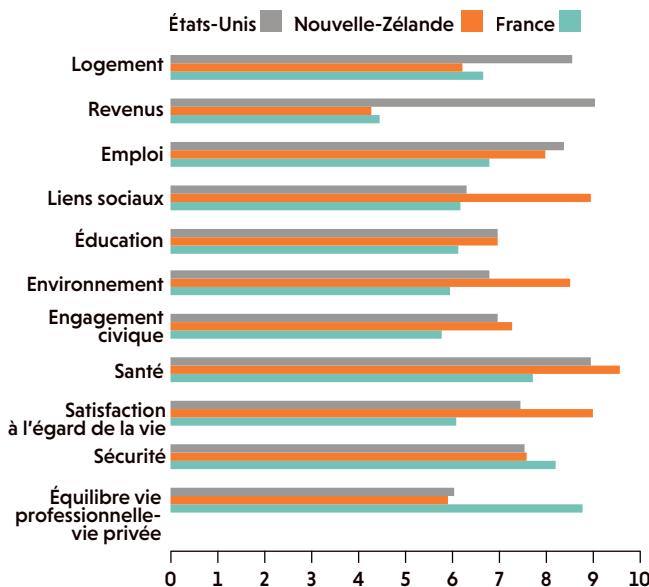
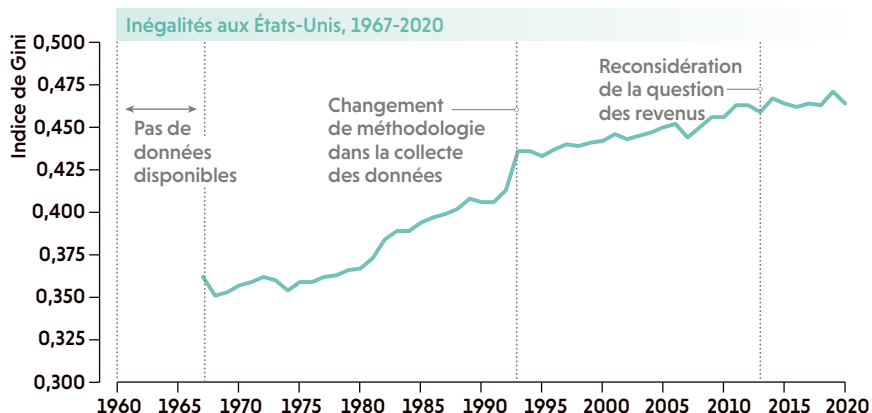
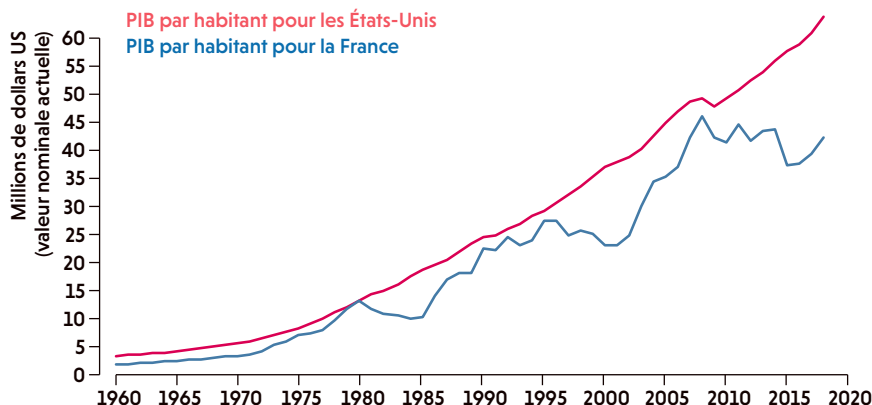
J'ai quitté l'équipe des Conseillers économiques du président en 1997 et, dans les années qui ont suivi, la ferveur déréglementaire de l'ère Reagan s'est emparée de l'administration Clinton. Le secteur financier de l'économie >

LA (MAL)MESURE DU BIEN-ÊTRE

PARTAGE ÉQUITABLE

Le PIB par habitant est obtenu en divisant le PIB par la population d'un pays. Il peut augmenter même si la qualité de vie de la plupart des habitants se détériore. Un élément clé de la divergence entre le PIB et le bien-être social est l'inégalité. Aux États-Unis, par exemple, le PIB a augmenté régulièrement depuis les années 1960, mais les inégalités (mesurées par l'« indice de Gini ») aussi. Les trois personnes les plus riches des États-Unis possèdent déjà plus de richesses que toute la moitié inférieure de la population, et la pandémie aggrave la situation.

Le produit intérieur brut, ou PIB, mesure la quantité totale de biens et de services produits dans une économie au cours d'une certaine période, généralement un an. Bien qu'on l'utilise couramment comme indicateur des performances d'une économie et d'une société, il ne s'agit que d'une mesure de l'activité marchande, rien de plus. Depuis la crise financière de 2008, un mouvement mondial a vu le jour pour remplacer le PIB par un « tableau de bord » d'indicateurs susceptibles de mieux guider chaque pays vers un avenir plus sain et plus durable.



BIEN-ÊTRE

Plusieurs indicateurs sont inclus dans les tableaux de bord du rapport « Comment va la vie ? » de l'OCDE. Certains de ces indicateurs sont également inclus dans l'Indicateur du vivre mieux, un outil interactif qui permet aux utilisateurs de comparer les pays en fonction de l'importance qu'ils accordent aux différentes dimensions du bien-être, telles que le logement, le revenu, la santé, etc. Dans cet outil, la valeur attribuée à chacune de ces onze dimensions est exprimée comme la moyenne de sous-indicateurs, normalisés sur une échelle de zéro à dix. Ce graphique compare les performances de trois membres de l'OCDE (États-Unis, Nouvelle-Zélande et France) dans les onze dimensions. Bien que le revenu par habitant soit beaucoup plus élevé aux États-Unis, la Nouvelle-Zélande obtient de meilleurs résultats en ce qui concerne la qualité de l'environnement et de la santé, la satisfaction à l'égard de la vie, le sens de la communauté et l'engagement civique. Pour la France, dont le revenu par habitant vaut environ 70 % de celui des États-Unis, sept des onze dimensions ci-contre sont inférieures à celles des deux autres pays.